

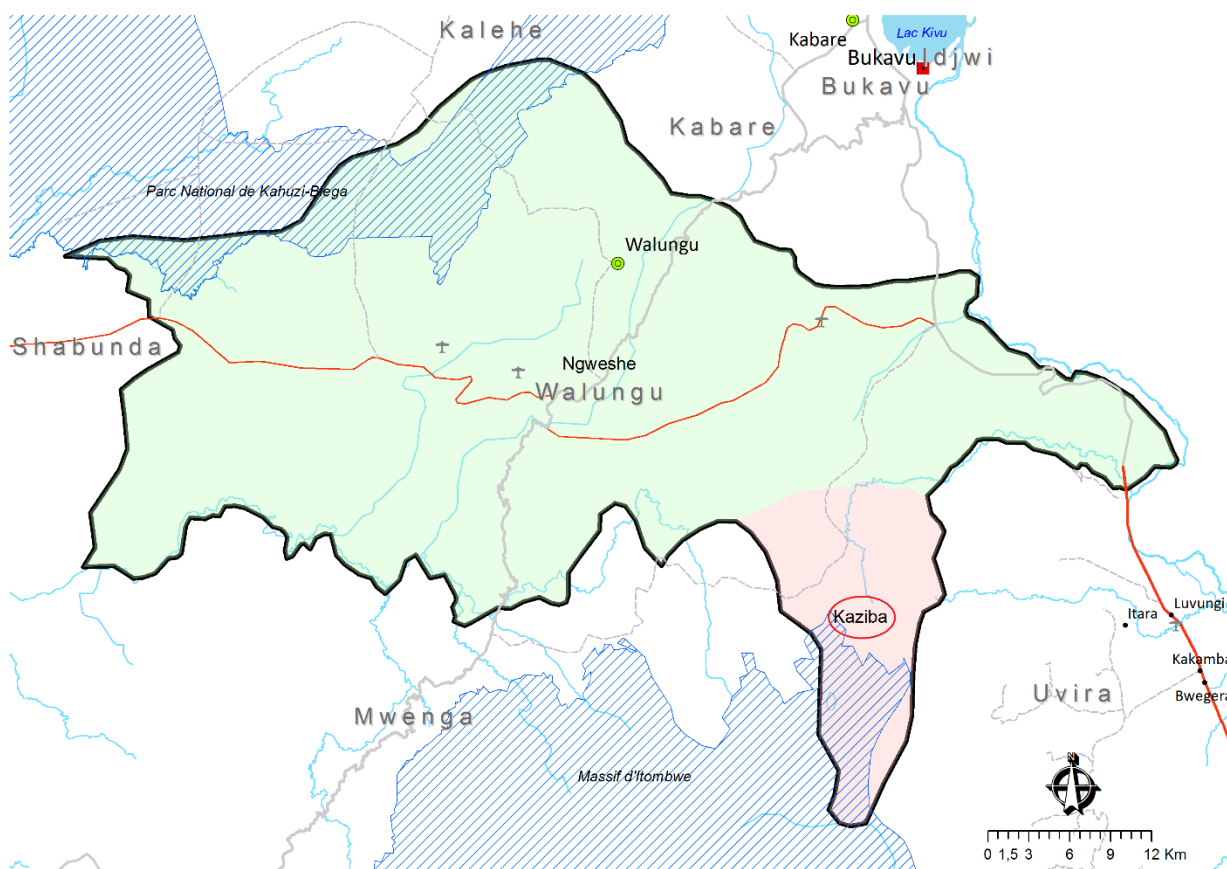
RAPPORT DE L'ÉVALUATION RAPIDE DE LA SITUATION HUMAINE

UNICEF Réponse Rapide (UniRR)

Alerte reference ehtools : 3980

Date de l'évaluation : Du 11 au 14 Août 2021

Date de rapport: 15 Août 2021



I. Informations préliminaires

Province	Territoire	Chefferie	Zone de santé	Groupements	Aires de santé	Coord GPS
SUD KIVU	WALUNGU	KAZIBA	KAZIBA	KASHOZI KABEMBE BUTUZI	KAZIBA, KASHEKE,	Lat : S 02° 49'49.75" Long : E 28°49'9.43" Alt : 1896.2m

Description du contexte

Les affrontements entre les Mai-Mai, Mbonerakure et Ngumino à partir du mois d'Avril de cette année dans les territoires de Mwenga et Fizi (hauts plateaux des mwenga et Minembwe) avait provoqué les mouvements massifs des populations vers le territoire de Walungu, chefferie de Kaziba. 8 groupements avaient accueilli des déplacés à savoir KASHOSI, KABEMBE, KABUGA, BUTUZI, NGANDO, LUKUBE, KASHANGA et MUSHINGWA, d'autres auraient pris l'axe Burhinyi et d'autre encore dans la forêt espérant revenir rapidement dans leur milieu.

La reprise des affrontements en Juillet a conduit d'autres populations vivant dans la forêt et les villages environnant à vider complètement le lieu et rejoindre les autres dans les collines de kaziba et au centre de la chefferie.

919 ménages se retrouvent repartis dans ces groupements. Surpris pour les attaques et incendie de maisons, ces populations n'ont pas eu le temps de prendre quoi que ce soit, ils se retrouvent aujourd'hui éparpillés dans cette chefferie sans moyen de survie.

A la suite de ces alertes, une mission inter agences conduite par OCHA a été conduite dans cette zone et Burhinyi en date du 21 Juillet 2021 pour une évaluation rapide multisectorielle des besoins humanitaires des populations affectées par le conflit armé.

Le chiffre partageait par les chefs de groupements après l'enregistrement faisait état de 657 ménages soit 3942 personnes.

Vu qu'aucun positionnement n'a pas été signalé à ce jour pour une réponse aux besoins des personnes affectées, Unicef réponse rapide/UniRR avec son partenaire TPO a suivi cette alerte et au vu de feedback de la mission inter cluster s'est proposé de faire une actualisation de la situation pour clarifier la localisation de ces déplacés, leurs besoins prioritaires et leurs intentions de retour.

Il résulte de cette mission une augmentation de 262 ménages soit 1572 personnes qui sont arrivés au mois de Juillet juste après le passage de la mission inter cluster avec OCHA. Le chiffre global fait un total estimé à 919 ménages déplacés soit 5514 personnes sur les listes d'enregistrement fait par les chefs de groupements.

Cependant, ces déplacés vivent dans des conditions humanitaires inquiétantes qui s'explique par le manque de nourriture, de tous les biens de première nécessité notamment les Articles Ménagers Essentiels(AME), Wash (matériels de collecte et stockage d'eau), d'abri (forte promiscuité dans les familles d'accueil), accès difficile aux soins de santé primaire. Kaziba étant reconnu comme une zone de très faible production agricole qui impact négativement la sécurité alimentaire non seulement des déplacés mais aussi de toutes la population locale.

Signalons également le déploiement des FARDC dans les Hauts plateaux pour neutraliser ces groupes armés, ces affrontements pourront encore déboucher sur des nouveaux déplacements.

Sécurité, accessibilité et communication

La situation sécuritaire : la situation sécuritaire de la chefferie de Kaziba est calme sous contrôle des éléments de FARDC et la police nationale, aucun groupe armé n'y est signalé. La présence également de l'ANR /Agence Nationale de Renseignement.

Accessibilité physique : la zone est accessible par voie routière (véhicule) qui est praticable sans problème en saison sèche et peu praticable en saison des pluies. Signalons de Kaziba est accessible par deux routes

dont Bukavu- Kaziba via Nyangezi estimée à 78 Km et Bukavu Kaziba passant par Burhale-Mubunbano-Zone de sante de Mwana estimée à 112 km.

3 réseaux de communication arrose la chefferie de Kaziba : Vodacom, Airtel et Orange et deux radios communautaire à savoir la Radio FM Kaziba mais aussi la RTNK (Radiotélévision Ngoma ya Kivu)

Objectifs de l'évaluation

1. Assurer la collecte des informations multisectorielles (EHA, Santé, protection, éducation, nutrition, abris et AME, ...) dans le cadre d'une évaluation rapide des besoins humanitaires
2. Identifier et prioriser les besoins humanitaires des déplacés dans le site d'évaluation
3. Collecter les données démographiques dans les sites de déplacements de la population
4. Formuler les recommandions multisectorielles en termes de réponse humanitaire.
5. Produire un rapport multisectoriel dans le délai avec descriptions claires des besoins pour prendre de bonnes décisions sur le besoin ou non d'intervenir. Orienter à une prise de décision pouvant déclencher une intervention.

Méthodologie de collecte d'informations

- a. Entretien avec les informateurs clé (autorités locales, déplacées/retournées...) et observations directes
- b. Groupes de discussions avec les populations déplacés, retournés, FAMAC et population hôtes
- c. Revu documentaire, rapport mensuel des structures de santé, registre de consultation
- d. Visites de structures sanitaires, éducatives, source d'eau, visite de ménages
- e. Analyse conjointe des données primaires, secondaire et restitution de la compréhension de la situation auprès des autorités locales.

Résultat de l'évaluation

Protection

Victimes des violences sexuelles : selon les informations obtenues pendant le focus groupes et auprès des autorités sanitaires, ils y auraient de cas de violences mais les victimes ne les dénoncent pas par peur d'être stigmatisés par la communauté. Propos confirme par le Médecin chef de zone de Kaziba.

Pendant le déplacement, il a été signalé des accouchements, et mort d'homme due aux conditions difficiles de déplacement, maladie, beaucoup de kilomètre à parcourir dans les collines. Mais le chiffre n'est pas connu.

Par manque de moyen de substance, les déplacés se font exploiter par les populations locales en cultivant dans leurs champs pour mille et mille cinq-cents francs congolais par jour au lieu de deux mille cinq-cents qui se payaient avant l'arrivée de ces derniers.

Recommandations :

- Approfondir l'analyse GBV et protection par les acteurs en charge
- Partager quelques notions avec la population sur les violences sexuelles et celles basée sur le genre.

Do no harm

Cette zone est habitée en grande partie par les Bazibaziba. Les informations issues de la réunion entre les équipes d'évaluation, les autorités locales, les membres de la société civile et les représentants des déplacés laissent croire que d'une part une bonne relation entre les autorités locales et les déplacés et d'autre part entre les déplacés et les familles d'accueil.

Cependant, avant l'arrivée des équipes d'évaluation ; l'enregistrement des déplacés a eu lieu en collaboration entre les autorités locales et les représentants des déplacés. Ceci peut ou ne pas causer des ennuis aux équipes d'intervention si l'enregistrement a été fait de manière transparente. (Les faux déplacés se retrouveraient sur les listes ci-haut citées et se considéraient éligibles).

Il a été observé un comité des ressortissants de Bifulero qui se présentait comme représentants de tous les déplacés. Après recadrage par les chefs de groupements signalant la présence de déplacés des autres communautés et ce comité n'enregistre que leurs confrères, il avait été décidé de revoir leur chiffre/listes en lien avec celles des chefs groupement ayant pris tout le monde. Une stratégie de contourner chez les uns comme chez les chefs.

Par soucis d'éviter un malaise car les deux vagues de déplacés (d'Avril et de Juillet), toutes ces personnes n'ont jamais été assistées, nous avons considéré le chiffre global de tous ces déplacés dans cette zone en précisant aux autorités que les listes ne suffiraient pas pour accéder à l'assistance et qu'un contrôle sera fait si l'assistance devra être donnée.

La distribution des vivres par un autre partenaire de sécurité alimentaire qui cible les déplacés et les familles d'accueil peut soulager la vulnérabilité de ces dernières malgré la compréhension de la cible UniRR par les leaders sur place. La cible UniRR étant seulement les déplacés, un rapprochement avec PAM sera fait pour une intervention complémentaire.

Pour les déplacés dans les collines accessibles après 4 à 5h de marche, pour ne pas les écarter de l'assistance, une stratégie sera définie pour les atteindre.

En conclusion, il a été convenu d'impliquer toutes les parties prenantes dans les différentes phases ou processus d'assistance : chefs de groupement, le représentant du chef de chefferie, la société civile et les représentants des déplacés si l'assistance est décidée pour plus de transparence.

Ces déplacés n'ont pas encore l'intention de rentrer chez eux tant que la sécurité n'est pas rétablie, le déploiement des FARDC reste présager un nouveau déplacement et les affrontements à répétition. D'autres par contre soulignent que par manque d'accès à la nourriture et les conditions de vie difficile dans cette zone de refuge, ils seraient contraints de rentrer chez eux.

Santé - Nutrition

Actuellement les centres de santé de la zone ne sont pas fonctionnels suite à la grève observée par les infirmiers sur toute l'étendue de la province du Sud-Kivu.

Les centres de santé fonctionnent en mode d'auto-financement qui ne les permettent pas une prise en charge efficace des populations locales, par conséquent, les déplacés qui sont accueillis dans ces aires de santé ou groupements n'ont pas accès facile aux soins de santé. Avec 1500 à 2500 FC pour la survie quotidienne, il est très difficile pour ces déplacés d'honorer leurs factures de soins.

D'après les informations du bureau central de la zone de santé, les pathologies fréquentes sont : Paludisme, diarrhée, Infections Respiratoires Aigües (IRA) les statistiques de la zone de santé renseignent qu'au mois d'Avril avant l'arrivée des déplacés : 762 cas de paludisme avaient été enregistrés, au mois de Mai : 916 cas après l'arrivée des déplacés.

Avec le changement de climat car venant de la haute altitude, ces déplacés se retrouvent très fragile au paludisme et demandent des moustiquaires aux structures des soins. Signalons en outre que le coût de consultation est de 3000fc pour enfant, 6000fc pour adulte et 10\$ pour l'accouchement normal au centre de santé.

Au sujet de la nutrition ; La zone de sante a toujours connu des cas de Malnutrition chez les autochtones suite à l'accès difficile à l'alimentation de qualité. Les statistiques indiquent qu'au mois de Mai il y a eu 8 cas de MAS Malnutrition Aigüe Sévère, 7 cas en Juin et 6 cas en Juillet aux autochtones et déplacés. Pour le moment cette zone de santé n'est pas appuyé par un acteur. Pour le cas de MAS après la fin du projet de MDA (Médecins d'Afrique) avec l'appui de l'Unicef en Avril 2021 qui s'occupait de la prise en charge de la Malnutrition Aigüe Sévère

Pour le moment le centre de santé se retrouve avec une carence en intrants pour la prise en charge de la Malnutrition Aigüe Modérée qui était appuyé par CONOPRO avec l'appui financier du PAM et est vers la rupture du stock d'intrants pour les cas de MAS au niveau de l'UNTI à l'hôpital.

Recommandations

- Appuyer les UNTI et UNTA en intrants nutritionnels pour la prise en charge des cas de MAS et MAM
- Plaidoyer pour la distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticide dans cette zone de santé.

Articles ménagers essentiels et abris

L'évaluation des besoins en articles ménagers essentiels a été effectuée sur base des observations directes, les résultats obtenus des focus groupes organisés dans la zone indiquent que le besoin en Articles Ménagers Essentiels est criant ; cette vulnérabilité s'explique par le fait que la quasi-totalité des déplacés a perdu leurs articles ménagers essentiels suite au déplacement brusque et multiple mais aussi l'incendie des leurs maisons lors des conflits armés.

La plupart des déplacés se servent des ustensiles de cuisine auprès de leurs voisins avec qui ils vivent, dans les maisons abandonnées ou des familles d'accueil.

Dans la plupart de cas, ce sont des ustensiles usés et troués, de petite capacité qui se relaient entre déplacés et familles hôtes. En plus, les observations directes révèlent la carence en literie (natte), couverture, habits d'échange, surtout pour les petits enfants, mais aussi les moustiquaires. Les mauvaises conditions d'hébergement/ abris de fortune, et sans le support de couchage expose les plus vulnérables, surtout les enfants aux infections respiratoires aigües enregistrés dans la zone (Cf. partie Santé). Enfin, l'on note que les femmes et les filles éprouvent des difficultés énormes à se procurer des kits hygiène intimes (KHI) vu la vulnérabilité à laquelle elles sont confrontées.

Les articles ménagers les plus sollicités par les déplacés demeurent les ustensiles de cuisine, les nattes, les couvertures, la bâche, le pagne et la moustiquaire.

Recommandations :

- Distribuer des Articles Ménagers Essentiels en faveur des familles déplacées et le Kit Hygiène Intime pour les femmes en âge de procréation.
- Plaidoyer pour l'appui en abri à travers la prise en charge de la location des abris pour les déplacés.

Wash (eau, hygiène et assainissement)

Les 8 groupements ciblés ne disposent pas tous des sources aménagées et fonctionnelles à bon état et suffisent pour la forte densité que connaît la zone actuellement.

La carence en récipients de puisage et stockage d'eau au sein des ménages déplacés est la seule difficulté en Wash mais aussi les conditions précaires des toilettes.

Les latrines familiales utilisées en surpeuplement sont non hygiéniques et augmentent le risque des maladies diarrhéiques.

La notion de lavage des mains après les latrines ne semble pas être une préoccupation pour les déplacés. Il est clair qu'il ne peut t'y avoir aucun dispositif de lave mains et l'accès au savon est difficile.

Recommandations :

- Approfondir l'évaluation sectorielle Wash car certains groupements n'ont pas été accessible
- Distribuer les kits Wash aux ménages déplacés ;

Education

La zone évaluée compte plusieurs écoles fréquentées par quelques enfants déplacés de familles plus ou moins nanties. Les déplacés par leurs situations de vulnérabilité n'arrivent pas à subvenir aux frais scolaires de leurs enfants surtout pour les écoles secondaires et privées mais ceux qui fréquentent les écoles publiques n'ont pas de problèmes liés aux frais.

Lors de visite de 3 écoles que fréquentent les élèves déplacés, ces derniers présentent visiblement la carence en fournitures et uniformes scolaires en raison de leur déplacement brusque et incendie de leurs maisons ou cabanes dans les localités de provenance.

A l'extérieur de chaque porte de la salle de classe, on n'a pas observé le dispositif de lave mains, mais aussi les latrines sont non hygiéniques

Recommandations

- Approfondir l'évaluation sectorielle car moins 'informations reçues /acteurs du secteur éducation
- Penser à la distribution de ces kits pour les enfants qui seront identifié à la suite de l'évaluation sectorielle

Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

La situation liée à la sécurité alimentaire est critique dans la zone depuis la nuit de temps. Les déplacés n'ont pas accès à leurs champs depuis le déclenchement des événements jusqu'à ce jour, car leurs champs sont occupés par les assaillants.

Le comité des déplacés et les participants aux focus groupes déclarent qu'en milieu d'accueil, les déplacés consomment difficilement un seul repas par jour et certains adultes font 1 jour sans manger au profit de leurs enfants qui en consomment 1 fois/jour.

La carence en vivres dans cette zone ne cesse d'affecter de plus en plus le coût des denrées alimentaires sur le marché local. Cette augmentation de prix est consécutive à la présence des déplacés mais aussi les milieux de provenances des déplacés qui approvisionnaient Kaziba en vivre ne sont plus accessibles.

Cependant, avant la crise la situation socioéconomique était différente de celle observée actuellement. Ci-dessous le prix des quelques articles :

Produits Alimentaires	Avant crise	Actuellement
Assiette de farine de manioc	400 FC	500 FC
Assiette de farine de Maïs	800FC	1000 FC
Assiette de Haricot	2500FC	3000 FC

1 gramme des fretins	2000FC	3500 FC
----------------------	--------	---------

Les déplacés y survivent grâce aux travaux journaliers faiblement rémunérés. Par exemple :

Une journée de travail aux champs à cultiver s'élève à 1000 et 1500 FC. On note la présence d'un petit marché fonctionnel dans la zone.

Recommandations

- Plaidoyer pour une assistance alimentaire d'urgence en faveur des déplacés et familles d'accueil

Données démographiques et cartographie de la chefferie

La chefferie de Kaziba compte 15 groupements de 9239 ménages représentant une population de 55433 personnes. 8 groupements seulement ont accueillis des déplacés en provenance de Hauts plateaux de Minembwe et Mwenga Ici-bas leur localisation.

N 0	Groupement avec deplacés	Population autochtone		Population déplacée		Total/ména ges	Pression démographique
		Ména ges	Personne s	Ménages	Personne		
1	KASHOZI	1195	7169	147	882	1142	13%
2	KABEMBE	646	3872	73	438	719	12%
3	NGANDO	773	4634	75	450	848	10%
4	BUTUZI	709s	4250	334	2004	1049	48%
5	MUCHINGWA	1205	7226	72	432	1077	6%
6	CHIRIMIRO	460	2755	107	642	567	24%
7	KASHANGA	451	2706	41	246	492	10%
8	LUKUBE	726	4355	70	420	796	10%
	TOTAL	6165	36966	915	5514	6690	

Commentaire :

Malgré la faible pression démographique, sur la population hôte dans certains groupements ; Kaziba étant une zone de très faible production agricole, la prise en charge alimentaire constitue un fardeau pour les familles d'accueil car les parties montagneuses considérée comme grenier de la zone sont insécurisées.

Entretien avec les autorités politico-administratives de KAZIBA et leaders/bureau de chefferie



Ustensiles de cuisine d'une femme déplacé



Femme déplacée avec un enfant mal nourri accueillie dans un depot de braise a Kaziba/Butuzi



Une femme déplacée pilant les feuilles de manioc dans une portion de bidon plastique de 5 litres

Focus group avec les femmes déplacées a Kashozi



